

Brochure n° 3058

**Convention collective nationale**

IDCC : 207. – **INDUSTRIE DES CUIRS ET PEAUX**

**AVENANT N° 57 S DU 8 JUILLET 2009**  
**RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2009**

NOR : *ASET0951014M*

IDCC : 207

Entre :

La fédération française de la tannerie-mégisserie,

D'une part, et

La fédération générale des cuirs, textiles, habillement FO ;

La fédération textile, habillement, cuir CGT ;

La fédération des services (branche tannerie) CFDT ;

Le syndicat national du personnel de l'encadrement des cuirs et peaux  
FNAA CFE-CGC ;

La fédération secteur cuir CMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Salaires*

Concernant le personnel « ouvriers », rémunéré à l'heure, les salaires minima nationaux professionnels sont fixés ainsi au 1<sup>er</sup> juillet 2009.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	AU 1 <sup>er</sup> JUILLET 2009	
		TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL BRUT
OS1	135	8,82	1 337,73
OS2	143	8,95	1 357,45
OQ	155	9,27	1 405,98
OHQ	170	9,94	1 507,60

Les salaires horaires bruts mensualisés ont été calculés sur une base de 151,67 heures pour 35 heures hebdomadaires effectives travaillées.

## **Article 2**

### *Appointements*

Concernant les personnels « employés », « techniciens et agents de maîtrise » et « cadres », le point mensuel est fixé à 7,98 €, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Les appointements bruts mensuels minima, base 35 heures par semaine, de ces 3 catégories de salariés sont calculés en multipliant la valeur du point par le coefficient affecté aux emplois occupés par ces salariés.

## **Article 3**

Les salaires minima nationaux professionnels (art. 1<sup>er</sup>) ainsi que les appointements minima (art. 2) doivent être au moins égaux au salaire minimum de croissance en vigueur.

## **Article 4**

Article 13, alinéa F, de la convention collective nationale industries des cuirs et peaux :

« La présente convention ne déterminant que des barèmes de salaires minima, la fixation des salaires réels fait l'objet d'accord par entreprise ou par localité. »

Fait à Paris, le 8 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)